

**COUR D'ASSISES DU DÉPARTEMENT  
DE LA HAUTE-GARONNE**

**STATUANT EN PREMIER RESSORT**

-----  
**ARRÊT CRIMINEL N° 07/2026**

Le SEIZE JANVIER DEUX MIL VINGT SIX

A L'AUDIENCE PUBLIQUE DE LA COUR D'ASSISES DU DÉPARTEMENT DE  
LA HAUTE-GARONNE SIÉGEANT À TOULOUSE ;

Vu l'ordonnance de mise en accusation du juge d'instruction du tribunal judiciaire  
Toulouse en date du 16/10/2024 ordonnant la mise en accusation et le renvoi devant ladite  
COUR D'ASSISES DE LA HAUTE- GARONNE de :

██████████  
né le 18 Février 1986 à TOULOUSE (31)  
fils de ██████████ Luc et de ██████████ Martine  
demeurant ██████████

***Actuellement Détenu***

Mandat de dépôt du 05/05/2022 et Arrêt de prolongation à titre exceptionnel de la  
détention provisoire du 21/08/2025 pour une durée du 6 mois à compter du 28/10/2025.

**Accusé** de MEURTRE PAR UNE PERSONNE ETANT OU AYANT ETE  
CONJOINT, CONCUBIN OU PARTENAIRE LIE A LA VICTIME PAR UN PACTE  
CIVIL DE SOLIDARITE;

Assisté par **Me Alexandre MARTIN**, Avocat au barreau de TOULOUSE et **Me  
Emmanuelle FRANCK**, Avocat au barreau de TOULOUSE,  
*Aide juridictionnelle en cours.*

\*\*\*

Vu la notification en date du 16 octobre 2024 faite à ██████████ de  
l'ordonnance de renvoi précitée ;

Vu la notification par le Chef d'établissement pénitentiaire en date du 21 novembre  
2025 à ██████████ de la liste des témoins et experts ;

Vu la notification par le Chef d'établissement pénitentiaire en date du 15 décembre  
2025 à ██████████ de la liste des jurés de la présente session ;

Vu le procès verbal d'où il résulte que la première audience consacrée à l'examen de  
l'affaire s'est ouverte le 14 Janvier 2026 à 09 heures 06 ;

Après avoir entendu :

**Me Fabien ARAKELIAN**, Avocat au barreau de Hauts de Seine, conseil des  
parties civiles ██████████, ██████████, **Jacques ██████████**, **Francine ██████████**  
née ██████████, **Laura ██████████** née ██████████ et **Philippe ██████████** en ses  
observations ;

CCC délivrée le 27.01.2026

Page 1 de 4

A Me Alexandre MARTIN  
Me Emmanuelle FRANCK  
Me Fabien ARAKELIAN  
Me Guillaume FAUGERE  
Me Eric FLOUTON  
Me Sandra VAZQUEZ

**Me Guillaume FAUGERE**, Avocat au barreau de Toulouse, conseil de la partie civile **Stéphanie** en ses observations ;

**Me Eric MOUTON**, Avocat au barreau de Toulouse, conseil des parties civiles **Christine** en son nom personnel et es qualité de **déléгатaire de l'autorité parentale** de **et de** **Cédric** et **Marco** en ses observations ;

**Me Sandra VAZQUEZ**, Avocat au barreau de Toulouse, conseil des parties civiles **Alice**, **Nicolas** et **Charles** en ses observations ;

**Laetitia ZABKA**, Avocat Général, remplissant les fonctions du Ministère Public, en ses réquisitions ;

**Me Alexandre MARTIN** et **Me Emmanuelle FRANCK** avocats de l'accusé **Julien** en leur plaidoirie et l'accusé **Julien** lui-même, lequel a eu la parole le dernier ;

Après en avoir délibéré, en chambre du conseil, sur la culpabilité de l'accusé **Julien** et sans déssemparer sur l'application de la peine, conformément aux dispositions des articles 355 à 365 du code de procédure pénale et après lecture faite par la présidente aux jurés des articles 130-1, 132-1 et 132-18 du Code Penal et avoir informé les jurés des dispositions de l'article D 45-2-1 du code de procédure pénale ;

Vu la déclaration de la Cour et du jury réunis sur les questions posées par la Présidente et la feuille de motivation qui lui est annexée

Considérant qu'il en résulte, à la majorité de sept voix au moins, que **Julien** est coupable d'avoir :

- à **le** **2022**, en tout cas sur le territoire national et depuis temps non couvert par la prescription, donné la mort à **avec cette circonstance** que les faits ont été commis par l'ancien concubin

*faits prévus et réprimés par les articles 221-1, 221-4, 132-80 221-5-5, 221-8 221-9, 221-9-1, 221-9-2, 221-11, 131-26-2 du code pénal et par les articles 378 et 379-1 du code civil (natinf 25832)*

Considérant que les faits ci-dessus déclarés constants par la cour et le jury, constituent le crime prévu et réprimé par les articles visés ci-dessus.

Vu les dits articles ainsi que les articles 111-1, 130-1, 131-1, 131-2, 131-36-1 à 131-36-8, 132-1, 132-18 du code pénal et 362 du code de procédure pénale dont il a été fait application, les parties ayant dispensé la présidente de la lecture ;

La Cour et le jury, après en avoir délibéré, dans les conditions prévues par l'article 362 et 370 du Code de procédure pénale, et voté à la majorité requise par ce texte,

A la majorité absolue :

Condamnant, **Julien** à la peine de 19 (DIX-NEUF) ANS de réclusion criminelle.

Par décision spéciale et à la même majorité,

Ordonnent à son encontre la peine de **suivi socio-judiciaire** pendant une durée de **5 (CINQ) ANS** comprenant une **injonction de soins**,

Fixent à **3 (TROIS) ANS** la peine d'emprisonnement encourue en cas de non-respect de la mesure,

Ordonnent la confiscation d'armes dont le condamné est propriétaire ou dont il a la libre disposition :

- 11/4-2 (arme d'épaule),
- 12/DOM (couteau),
- 13/DOM (pistolet),
- 17/DOM (fusil de chasse),
- 16/DOM pistolet,
- 15/DOM (boîtes de munitions),
- 4/DOM (mallette contenant notamment chargeur, lunette de tir),
- 11/DOM (boîtes de munitions),
- 7/4-2 (munition),
- 13/4-2 (chargeur),
- 5/DOM (boîte contenant des munitions),
- 10/DOM (boîtes contenant des munitions)

Prononcent l'**interdiction de détenir ou porter une arme** soumise à autorisation pour une durée de **15 (QUINZE) ANS**,

- La privation du droit d'éligibilité pendant une durée de **10 (DIX) ANS**

Disent qu'en application des articles L.312-16 et R.312-78 du code de la sécurité intérieure, cette condamnation fera l'objet d'une inscription au fichier national des interdits d'acquisition et de détention d'armes ;

\*\*\*\*\*

La présidente a donné au condamné l'avertissement prévu à l'article 131-36-1 du code pénal.

\*\*\*\*\*

La présidente a averti l'accusé de la faculté qui lui est accordée de former un appel en précisant que l'appel pouvait porter uniquement sur la peine et lui a fait connaître le délai de cette voie de recours.

\*\*\*\*\*

**Le présent arrêt vaut titre de détention** en application des dispositions du 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 367 du code de procédure pénale.

\*\*\*\*\*

La présente décision est assujettie à un droit fixe de procédure d'un montant de 1 054 euros dont est redevable chaque condamné ;

Et ordonne que le présent arrêt sera exécuté à la diligence de monsieur le procureur général ;

Fait et prononcé au palais de justice, le **16 Janvier 2026** en audience publique de la Cour d'Assises, en présence de **Laetitia ZABKA**, Avocat Général, remplissant les fonctions du Ministère Public, où siégeaient :

**Dominique COQUIZART**, présidente de chambre à la Cour d'Appel de Toulouse, Présidente de la Cour d'Assises de la Haute-Garonne, désignée par ordonnance de Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Toulouse en date du 10 juillet 2025

**Marie DELOMMEZ**, juge de l'application des peines au Tribunal Judiciaire de Toulou, assesseur,

**Candys DUQUEROIX**, juge placé à la Cour d'Appel de TOULOUSE, assesseur,

Toutes deux désignés par ordonnance de Madame la Première Présidente de la Cour d'Appel de Toulouse en date du 18 décembre 2025,

**Et les jurés de jugement.**

Assistés de Steeven VERT-PRE, greffier d'audience.

Et le présent arrêt a été signé par Madame la Présidente et le greffier.

**Le greffier**



**Steeven VERT-PRE**

**La Présidente**



**Dominique COQUIZART**

**POUR EXPEDITION CONFORME**  
LE DIRECTEUR  
DES SERVICES DE GREFFIERS JUDICIAIRES

